



Citoyen d'Europe

Le grand mouvement européen progressiste !

Sommaire

Page 2

- La Grèce peut-elle éviter un traitement de choc ?

Page 3

- Un nouveau pays part à la dérive : LE PORTUGAL
- L'Europe du Nord bascule elle aussi dans l'Extrême

Page 4

- Italie / France : La guéguerre
- Bulletin d'adhésion

Citoyen d'abord...

Durant 24 ans en tant que Maire de Villeneuve d'Ascq et 15 ans comme député européen j'ai rendu compte au quotidien de mes activités et de mes opinions.

Aujourd'hui, réélu Maire de Villeneuve d'Ascq, j'entends, avec tous les citoyens et " Citoyen d'Europe " redonner à notre ville ses couleurs européennes et sa dimension internationale.

G.Caudron

Pour Contacter Citoyen d'Europe
BP 70053
59651 Villeneuve d'Ascq Cedex
citoyendeurope@gmail.com

ou

Claudine PLATTEAU
c.d.platteau@orange.fr
5, Rue du Maréchal Joffre
59493 VILLENEUVE D'ASCQ
Tél. : 09 79 39 06 22

Citoyen d'Europe sur Internet
www.citoyendeurope.org

Journal de l'Association Citoyen d'Europe - N7 - J uillet 2011

EDITO

Plus que jamais... Pour une autre Europe

La situation de l'Europe tout comme son rôle dans un monde en crise ne s'améliorent pas, voire pire !

Cela nous conforte dans notre démarche qui s'appuie sur notre engagement européen de toujours et sur notre volonté de construire une autre Europe.

Notre mouvement "Citoyen d'Europe" est le bon outil pour cela.

Un noyau dur de militants assure son fonctionnement et sa pérennité.

J'en appelle à tous les citoyens qui, comme nous, ont ces convictions chevillées au corps pour qu'ils nous rejoignent et "mettent la main à la pâte".

C'est Vital pour notre avenir que de réussir à faire changer l'Europe sous peine de voir se multiplier des "crises à la grecque".

Est-il encore temps ? Je veux le croire...

De toutes manières, il n'y a pas d'autres solutions

Gérard CAUDRON
Président de Citoyen d'Europe

A lire mes carnets sur www.citoyendeurope.org en cliquant sur « **chaque lundi, le carnet de g Caudron Pour quelques Coquelicots de plus** »

Agenda du deuxième semestre

11 septembre 2011 : Foire aux Associations

A définir : Inauguration du local Bd de Valmy

A définir : Conférence débat sur la situation politique belge

Adéfinir : Assemblée Générale avec renouvellement du Conseil d'Administration

La Grèce peut-elle éviter un traitement de choc ?

Alors qu'en 2010 le FMI accordait 110 milliards d'Euros d'aide à la Grèce dont la dette publique s'élevait à 143% du PIB, on annonce 160% du PIB pour 2012.

Se pose aujourd'hui la question de la restructuration de la dette qui, même si elle rencontre l'hostilité des autorités grecques et de la BCE, semble inévitable.

Certes, les détenteurs d'obligations grecques sont peu pressés de voir leurs actifs dévalués. L'attentisme risque, lui, de coûter cher aux contribuables.

De nouveaux transferts budgétaires ne seront pas acceptés par les allemands et la population grecque qui, déjà lourdement frappée, ne pourra accepter de nouvelles mesures d'austérité.

Même si au fil des mois les risques d'une restructuration diminuent, l'économie européenne se relevant de la récession, certaines banques ayant eu le temps de se recapitaliser et de se débarrasser d'actifs toxiques, il faudra mettre en place un plan de privatisation de 50 M d'Euros, ce qui ne sera pas facile (certains ministres grecs y sont hostiles).



Face à un déficit de 10,5% au lieu des 8,1% prévus, l'antagonisme entre, d'un côté les allemands favorables à une restructuration « douce », et la BCE garante de la stabilité de l'Euro, il faudra prendre une décision qui, trop tardive, mettrait bien des banques grecques et étrangères dans la tourmente.

A court terme, une aide financière calmerait les marchés mais ne réglerait rien sur le fond, attendre, risquerait de paupériser encore plus la population grecque par un nouveau plan drastique.

Alors, comment gérer cette situation quasi incontournable sans passer par les grands moyens ?

Aux dernières nouvelles, un nouveau prêt (60 milliards non confirmés) serait accordé à la Grèce avec une contrepartie de 6,4 milliards d'économies en 2011 et 22 milliards d'ici 2015. Le nouveau plan d'austérité prévoirait une nouvelle hausse de la TVA, des baisses drastiques des effectifs de la fonction publique, le blocage des salaires et surtout l'exigence d'une accélération des privatisations. On parle des ports, aéroports, chemin de fer, banques etc...

De plus l'agence Standard & Poors vient à nouveau de baisser la note de la Grèce (moins bonne que le Bénin, le Pakistan ou l'Albanie etc...)

On aurait apprécié que ces agences très promptes à « massacrer » les pays déjà en grande difficulté, voient venir la crise de 2008 et dénoncent à temps les malversations et errements divers des grandes banques américaines et des spéculateurs de tous poils.

La question de leur crédibilité reste posée, même si la finance mondiale semble s'en satisfaire, quand on sait que les contrôles sur le fonctionnement de ces agences sont encore embryonnaires.

On peut s'interroger sur les excellentes notes distribuées à la Grande Bretagne et à la France dont on connaît pour la première les mesures drastiques prises par son gouvernement conservateur (y compris la nationalisation de certaines banques) et pour la seconde le déficit abyssal qui, pour information, correspond au montant du budget de l'union européenne.

Des manifestations et des affrontements violents continuent d'avoir lieu contre ces mesures que la population grecque juge de plus en plus insupportables... s'attaquant directement aux politiques, désignés comme les principaux responsables de la situation.

Un nouveau pays part à la dérive : LE PORTUGAL

Après 3 plans d'austérité en un an, le 1^{er} Ministre Portugais est la première victime du « pacte de compétitivité » européen. Annonçant un 4^{ème} plan censé ramener le déficit budgétaire portugais à 7,3% du PIB, il a du démissionner, l'opposition refusant de le voter.

Les opérateurs financiers et les agences de notation égaux à eux-mêmes demandaient des taux d'emprunt de 8% (impensable pour un état quasi en faillite) et dégradaient la note du Portugal.

Face à un chômage de 11% et 30% d'emplois précaires, les plans de rigueur ont eu pour effet de passer la TVA de 21 % à 23%, de baisser les salaires des fonctionnaires de 5%, de geler les retraites, d'augmenter les impôts et même de simplifier par la loi, les procédures de licenciement.

Faute de plan, les dépenses publiques ont augmenté de 3,7% en 2010. Le déficit, lui, atteindra 8% du PIB. La « patate chaude » atterrit chez l'opposition qui est obligée de faire

appel à l'Union Européenne et au FMI ce qui n'a rien d'enthousiasmant dans la perspective des nouvelles élections.



Les marchés continuent à mettre la pression et à regarder de près les engagements des banques espagnoles sur le marché portugais, la crise de l'euro est loin d'être terminée.

*La droite vient de remporter les élections et déclare qu'elle appliquera les mesures engagées pour sortir le pays de la crise . Preuve, qu'une fois au pouvoir, elle accepte ce qu'elle refusait il y a quelques semaines et avec un certain zèle vis à vis de la commission dont le président n'est autre que l'ancien 1^{er} ministre portugais Monsieur BARROSO !!!

L'Europe du Nord bascule elle aussi dans l'Extrême

La France est loin d'être seule à subir une percée importante de l'extrême droite.

Les partis populistes dont les discours nationalistes xénophobes et eurosceptiques s'affirment dans les populations et bousculent les partis traditionnels.

La Finlande avec son « parti des vrais Finlandais » risque d'entrer au gouvernement après les élections d'Avril, le leader ayant déjà poussé le 1^{er} Ministre à durcir la réponse Finlandaise au sauvetage des pays du sud Européen.

Au Danemark, « le partie du Peuple » progresse et le gouvernement mène une des politiques d'immigration les plus sévères de l'Union Européenne.

En Suède, « le parti des démocrates » est entré pour la première fois au Parlement en 2010.

Un des moteurs de ce nationalisme est la défiance vis-à-vis de la construction européenne (exemple : 2 refus des Norvégiens d'adhérer à l'Union Européenne).

Peu à peu les slogans xénophobes les plus outranciers ont été mis au placard de manière à apparaître plus respectables.

Cela ne signifie pas un changement de fond de l'idéologie mais plutôt d'une technique visant à gagner en influence.

Pour l'instant, les partis dits traditionnels rejettent toute alliance, mais si l'on en juge par les remous à droite en France, combien de temps tiendront-ils ?

Italie / France : La guéguerre

« Gifle », « Entorse à la libre circulation »
« Affront »

Voilà quelques qualificatifs bien sentis lancés par les italiens quand les français décidèrent le 17 avril de bloquer les trains en provenance de Vintimille, pour empêcher 30 migrants tunisiens de passer la frontière.

Les italiens excipaient les titres de séjour qu'ils avaient accordés aux 20.000 tunisiens arrivés sur les côtes italiennes et conformes aux accords de Schengen.

Aussi sûre d'elle, la France arguait que ces migrants devaient produire un titre de voyage et justifier de ressources leur permettant de séjourner 6 mois dans le pays d'accueil...

Elle se réservait le droit de vérifier chaque cas ce qui eut pour effet de prolonger la partie de ping pong. et de démontrer les lacunes de Schengen quand un problème d'importance comme les révolutions tunisienne et libyenne réussit à provoquer une crise entre deux états de l'union européenne.

Quant on sait que la France, à 1 an des élections présidentielles et l'Italie en campagne très importante des municipales, avec comme ministre de l'intérieur, un xénophobe de la ligue du nord, on peut craindre que l'Italie finisse par

mettre ses actes en conformité avec ses déclarations à savoir que si on la laisse seule en première ligne avec la Grèce , face à cette immigration due aux bouleversements politiques arabes, elle quittera l'union européenne.

Le président français a marqué sa volonté de revoir la gouvernance de Schengen avant que l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie offre un nouvel appel d'air à l'immigration illégale.

Toutefois, pour modifier ces accords, il faut l'unanimité des 25 autres pays et de la commission européenne, laquelle à d'abord renvoyé dos à dos France et Italie, puis a promis un débat général avec des propositions du type « renforcement de la police des frontières extérieures ».

La guerre franco italienne n'aura pas lieu, mais la culture de la peur de l'immigration, liée à la crise économique et savamment entretenue par certains, continuera encore longtemps d'être vécue comme une menace par l'union européenne dont les gouvernements en place sont systématiquement chahutés par leurs extrême droite respectives.

* En dernière minute, on apprend que l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie, dans l'espace Schengen, vient d'être repoussée d'un an.



BULLETIN D'ADHESION 2011

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Commune :

E.mail :

Téléphone : Portable :

Souhaite adhérer à Citoyen d'Europe / renouveler ma cotisation

Montant de la cotisation 10 € autre : €

par chèque à l'ordre de Citoyen d'Europe / en espèces

Date

Signature

Collecteur : Claudine Platteau - 5 rue Joffre - 59493 Villeneuve d'Ascq
Tél. 09 79 39 06 22 ou BP 70053 59651 Villeneuve d'Ascq Cedex